

Comme je le disais il y a quelques instants, monsieur le président, le rôle du gouvernement est d'assurer l'industrie canadienne contre toute forme de dumping et, en même temps, de lui accorder le degré nécessaire de protection tarifaire. Les mesures qu'a adoptées notre gouvernement devraient être comprises dans ce sens.

Il est réconfortant de voir que le gouvernement a eu le courage politique de mettre les avis de la Commission du tarif en vigueur malgré les ennuis qui, il le savait, s'ensuivraient.

Dans les circonstances, je suis d'avis que le gouvernement a posé un geste susceptible d'aider provisoirement l'industrie textile. Au nom de tous les ouvriers canadiens de l'industrie textile, laquelle est devenue nécessaire à la vie économique du Canada, je forme le souhait que le gouvernement continue à étudier cet important problème afin d'y apporter des remèdes permanents qui puissent promettre une longévité et une pérennité à l'industrie textile canadienne.

(Traduction)

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur le président, le discours que vient de prononcer le député de Québec-Montmorency m'a fort intéressé, parce que c'est certainement un discours protectionniste à l'ancienne manière tory. Si le gouvernement suivait le conseil du député, avant longtemps le volume de nos échanges commerciaux ne dépasserait guère, je pense, celui de la dernière année du dernier régime tory. Le député félicite le gouvernement d'avoir le courage politique de proposer cette mesure. Selon moi, si le gouvernement avait réellement fait preuve de courage politique, ses membres auraient annoncé au pays, avant le 31 mars, qu'il avait l'intention, dès qu'il serait au pouvoir, de lancer un programme protectionniste, et le résultat des élections aurait indubitablement été bien différent dans certaines régions du Canada.

Comme je l'ai dit en parlant de cette question, lors du débat sur le budget, au moins les torys n'avaient pas honte de ce qu'ils faisaient autrefois. On peut dire que M. Bennett parlait de la question des tarifs douaniers avec jactance. La manière du gouvernement actuel, la manière Fleming, paraît plutôt détournée, et c'est ce caractère de la mesure, censément si insignifiante que les consommateurs canadiens n'en subiront aucun détrimement et que les députés qui s'y opposeront passeront pour tatillons, qui constitue le plus grand danger de toute cette affaire, à mon avis.

Je ne suis pas seul à penser ainsi. Je sais qu'il ne m'est pas permis de citer des opinions auxquelles je ne souscris pas, et c'est avec

[M. Lafrenière.]

enthousiasme que je fais miennes les idées exposées le 3 juillet par le professeur Walter B. Harvey, dans ce grand journal libéral qu'est la *Free Press* de London. Je suppose que la *Free Press* a publié cet article pour faire voir à ses lecteurs l'autre côté de la médaille. L'article est intitulé: "Rien ne justifie la hausse des droits de douane." Voici ce qu'il dit:

Les modifications apportées au tarif des douanes par le budget de M. Fleming sont un démenti brutal aux espoirs que beaucoup de Canadiens fondaient sur le nouveau gouvernement. Des centaines de milliers de Canadiens ont voté pour le parti conservateur-progressiste en mars dernier parce qu'ils comptaient que M. Diefenbaker, étant de l'Ouest, ne déclencherait pas un retour à la hausse des droits de douane qui fut un élément de la politique conservatrice dans le passé. Des centaines de milliers d'électeurs ont voté pour les conservateurs dans l'espoir qu'un parti qui prétendait augmenter la part de notre commerce détenue par le Royaume-Uni adopterait des mesures tendant à faciliter la chose. Tous ces espoirs se trouvent déçus par le budget de M. Fleming. Ce n'est pas en haussant les droits sur un de ses principaux produits qu'on arrivera à augmenter la part de la Grande-Bretagne dans nos échanges commerciaux.

De son côté, le *Chronicle-Herald*, d'Halifax, consacrait au budget son principal article de fond, qu'il coiffait du titre suivant: "Retour au protectionnisme?" C'était le 20 juin. Voici ce que disait l'article:

Après avoir fait cette semaine de nouvelles enquêtes sur les raisons des remaniements tarifaires que comporte le budget fédéral, les correspondants parlementaires des journaux annoncent maintenant que le gouvernement Diefenbaker s'est engagé très nettement dans une politique de protectionnisme en faveur de l'industrie nationale.

Je ne doute pas que le ministre prendra la parole pour nous dire qu'il s'agit encore d'une nouvelle sans fondement parue dans les journaux, mais, malheureusement, les faits sont là pour confirmer la façon de voir opposée. Ayant passé trente ans de ma vie au Manitoba, je dois dire que je ne suis guère surpris de ne pas voir le ministre originaire de cette province occuper son siège lors de l'examen de ce numéro tarifaire, parce que je suis certain que, s'il s'était adressé à ceux qui l'ont élu à Winnipeg en leur disant: "Je vais aller à Ottawa afin de relever les droits de douane sur les lainages", le résultat des élections aurait été fort différent.

L'hon. M. Fleming: L'honorable représentant me permettra peut-être de dire qu'en ce moment le ministre du Commerce assiste à une réunion du cabinet.

L'hon. M. Pickersgill: Mais oui, je sais. Les travaux de la Chambre sont organisés de telle façon qu'il n'est plus possible aux ministres d'être à la Chambre pour s'acquitter de leurs fonctions parlementaires. Pareille chose n'arrivait pas auparavant. C'est là une